



Gérard Bouchet

Sur l'islamo-gauchisme

« L'islamo-gauchisme n'existe pas » proclament les uns.

« Nous le rencontrons tous les jours » affirment les autres.

Si l'intervention maladroite de la ministre de l'enseignement supérieur a porté le débat autour de cette notion sur la place publique le thème de l'islamo-gauchisme n'est pas pour autant, à proprement parler, une question vraiment nouvelle. C'est sans doute le manque d'attention à ce phénomène dont ont jusqu'ici fait preuve les États – et singulièrement en France – qui explique l'ampleur brutalement prise par cette affaire.


Le terme d'islamo-gauchisme décrit peut-être de façon insuffisamment claire une réalité déjà observée depuis de nombreuses années, mais il a incontestablement un sens.


En octobre 2018, un numéro de la Revue des Deux Mondes, sous le titre « L'islamo-gauchisme - histoire d'une dérive », publiait un dossier sur le sujet. On pouvait y lire, sous la plume de Christophe Bourseiller consacrant sa contribution à une « Brève histoire de l'islamo-gauchisme » que, lors du congrès de l'Internationale communiste de 1920 à Bakou, il fut théorisé « *que les groupes révolutionnaires ont pour objectif principal de se fondre dans les masses pour mieux les orienter. Si celles-ci deviennent islamistes [...], les marxistes doivent leur apporter un "soutien critique".* »

L'intérêt pour une convergence des luttes entre les « révolutionnaires » et les islamistes ne date donc pas d'hier. Cette convergence est bien une orientation définie de longue date et qui trouve les conditions concrètes de sa mise en œuvre dans la réalité sociale et politique de la France d'aujourd'hui. La présence dans la manifestation du 10 novembre 2019 contre « l'islamophobie » de militants d'extrême gauche aux côtés d'islamistes scandant « *Allahu akbar* » n'est donc pas véritablement une surprise. Elle correspond à une ligne stratégique dont on peut faire l'histoire.

Conscients de cette réalité, on comprend du même coup pourquoi une partie de la gauche française a pu voir dans la révolution iranienne de 1979 conduite sous l'autorité intellectuelle de l'ayatollah Khomeiny, un moment majeur de la lutte contre le capitalisme et l'occident colonisateur. En renversant le plus grand allié de l'occident au Moyen-Orient, le shah d'Iran, en dénonçant les Etats-Unis et leurs valeurs, les islamistes se faisaient reconnaître comme le fer de lance de la lutte anticapitaliste que les marxistes et l'extrême gauche se devaient de soutenir à un moment où les oppositions traditionnelles à l'impérialisme américain s'affaiblissaient significativement.

La destruction du mur de Berlin, l'affaiblissement progressif de l'URSS et sa défaite face aux moudjahidines (« les guerriers saints » en Afghanistan, puis son effondrement total en 1991 confirmaient





en effet la fin de l'option communiste comme alternative crédible pour un monde nouveau et laissent la voie libre à l'islam pour qu'il puisse se poser comme une force crédible – et peut-être la seule – capable de faire face au capitalisme triomphant.

Jacques Julliard dans le numéro de *la Revue des Deux mondes* déjà cité définit ainsi ce mouvement d'idée : « un courant de pensée qui considère que le réveil de l'islam et la montée de l'islamisme sont des éléments de critique très intéressants du néo-capitalisme et, d'une certaine façon, se substituent à la lutte des classes et au prolétariat classique, qui a déçu ceux qui comptaient sur lui. »

Cette option nouvelle s'est trouvée renforcée dans son audience auprès d'une partie des progressistes par le fait que, dans les années 80, face aux échecs des forces de gauche qui abandonnent leurs positions et se rallient au libéralisme triomphant, les religions réapparaissent un peu partout comme un outil de lutte et de libération face aux injustices et aux régimes autoritaires. En Pologne, on sait que les accords de Gdansk conclus en août 1980 à la suite de plusieurs semaines de grève entre le gouvernement de la République populaire et le comité de grève inter-entreprises ont été signés par Lech Walesa avec un stylo à l'effigie du Pape Jean-Paul II. En RDA, c'est des Églises protestantes à Berlin-Est ou à Leipzig que sont parties les grandes manifestations qui entraînent la chute du mur. En Amérique latine c'est au cours de la décennie précédente qu'un tel mouvement s'était développé. Le premier congrès catholique consacré à la théologie de la libération eut lieu à Bogota en mars 1970 et juillet 1971. Les protestants firent de même à Buenos Aires. L'année suivante, un Congrès des Chrétiens pour le Socialisme, rassemblant catholiques et protestants, se tint au Chili (avril 1972).

C'est de l'ensemble de ces évolutions historiques qu'est né ce qui a été désigné comme l'islamo-gauchisme à savoir l'alliance, sur le terrain du combat contre le capitalisme, ses valeurs et ses excès, entre une gauche progressiste, historiquement laïque, et un islam politique dont l'objectif final réel est l'extension universelle des principes du Coran tels qu'il les interprète.

Dans cette alliance il y a manifestement une dupe.

Reste à savoir qui.

Pour les révolutionnaires qui ont « pour objectif principal de se fondre dans les masses pour mieux les orienter » c'est l'islam qui sert de supplétif pour leur combat politique. Le moment venu on réglerait son compte à cet obscurantisme religieux.

Pour l'islam, ce sont évidemment les « révolutionnaires » qui servent de caution et de cheval de Troie pour une politique qui vise à islamiser le plus possible les sociétés occidentales qu'il s'agit de faire entrer dans une forme de civilisation nouvelle et d'intégrer à l'oumma.

Une sorte de concordat tacite s'établit entre les deux partenaires.

Les islamistes ferment les yeux sur les positions généralement athées - ou tout au moins agnostiques - de ceux qui soutiennent spontanément leur combat sans que rien ne leur ait été demandé. On ne discute pas les positions des alliés.

Pour affronter le capitalisme triomphant, à défaut d'une classe ouvrière plus ou moins disparue dans le cadre d'une nouvelle organisation du travail, l'extrême gauche s'appuie sur les mouvements religieux dont elle se refuse à dénoncer (et peut-être même à voir) les tendances liberticides, au risque



d'accompagner l'installation progressive dans nos sociétés de pratiques radicalement contradictoires avec les droits universels proclamés dans moult déclarations internationalement validées.

Quand Michel Foucault - et quelques autres - soutiennent la révolution khomeyniste, ils ne veulent pas voir que le fait d'imposer le voile aux femmes, immédiatement après la prise de pouvoir, ne vise pas leur libération par rapport aux codes de la publicité et du mercantilisme capitaliste, mais le retour à une forme d'aliénation qui considère le corps féminin comme un simple objet sexuel, une source de tentation pour l'homme, une cause de corruption et de dépravation de la société qui, comme tel, doit être caché et voilé aux yeux de tous.

Ils ignorent - ou veulent ignorer- la réalité d'une stratégie de l'islam politique dont Gilles Kepel fait l'exposé dans son livre « La revanche de Dieu »¹ et qui consiste à opérer une islamisation par le bas des sociétés occidentales qu'il faut subvertir.

Cette islamisation par le bas, théorisée par Youssef al Quaradâwi² - et dont Tariq Ramadan fut un acteur efficace avant d'être rattrapé par l'étalage public de ses propres turpitudes sexuelles - prend la forme d'un entrisme organisé dans des structures comme des syndicats et associations dont les traditions laïques sont bousculées, voire purement et simplement oubliées et jetées aux poubelles. Au nom de la défense des opprimés ces organisations renoncent à l'universalisme laïque qui avait nourri leur histoire et leur combat. Leurs militants développent désormais des idées qui vont systématiquement à rebours de ce dont l'humanisme laïque est porteur.

Ainsi le racisme dont sont hélas trop souvent victimes les populations fragilisées de certaines banlieues-ghettos est décrit comme étant essentiellement d'origine religieuse. On serait discriminé comme musulman – même si on n'est ni musulman ni pratiquant - et non comme travailleur magrébin immigré. On cherche à persuader les populations victimes qu'elles le sont à cause de leur religion réelle et supposée. En cela on les enferme dans un cadre religieux dont on revendique, en leur nom, la reconnaissance. Contre les discriminations il faudrait mettre en place dans les cantines des menus tenant compte des interdits alimentaires, organiser des piscines séparées hommes/femmes et pourquoi pas, demain, revenir sur la mixité scolaire. Tout l'art des islamistes et de leurs alliés est de fabriquer du consentement à ces thèses dans des populations fragiles pour les amener à revendiquer contre l'ordre républicain qui les priverait de la reconnaissance de leur spécificité.

La résurgence de la notion de race, l'accent mis sur le colonialisme qui disqualifierait définitivement toute prétention des descendants des colonisateurs à prendre leur place dans le combat pour l'égalité et la promotion de droits universels s'inscrit directement dans cette stratégie mortifère pour la liberté, l'égalité et la fraternité.

On voit bien dès lors qui est dupe dans cette affaire.

Croyant se donner les moyens de lutter contre une société inégalitaire, injuste, la gauche « révolutionnaire » accompagne en fait l'islamisme politique dans sa politique d'implantation dans les sociétés occidentales et dans l'enfermement des communautés musulmanes sur elles-mêmes. La

¹ Gilles Kepel, La Revanche de Dieu, Chrétiens, Juifs et musulmans à la reconquête du monde ? », Seuil 1991.

² Youssef al-Qardaoui est un théologien musulman d'origine égyptienne. Il est considéré comme le théologien de référence des Frères musulmans. Il est interdit d'entrée aux États-Unis depuis 1999 et en France en 2012.





neuvième Conférence islamique tenue à Doha en 2000 a établi un document décrivant par le menu la stratégie de l'action islamique culturelle à mettre en place à l'extérieur du monde islamique. On y lit clairement les objectifs poursuivis, objectifs dont on comprend bien le sens qui ne va pas dans celui de permettre une intégration facile des citoyens de confession musulmane à la communauté nationale dans laquelle ils vivent. Ainsi : « *Au niveau de la communauté tout entière, la stratégie vise la consolidation des éléments fondamentaux de sa spécificité aussi bien en ce qui concerne ses conceptions intellectuelles et doctrinaires que ses us et coutumes sociales et morales. Il convient de « Se protéger de l'invasion et de l'aliénation culturelles et garantir la sécurité culturelle et l'immunité nécessaire au développement de la personnalité du musulman en le formant aux principes de l'islam et de la culture islamique.* »³

Qu'une organisation politico-religieuse se donne de tels objectifs n'est en rien étonnant. Que des groupes politiques se réclamant des valeurs de l'humanisme républicain accompagnent cette politique explicitement communautariste justifie qu'on s'interroge : ignorance, naïveté ou complicité ?

En utilisant à tort et à travers l'accusation d'islamophobie à l'endroit de ceux qui continuent à défendre de façon déterminée cet humanisme républicain, l'islamo-gauchisme – que l'on pourrait nommer autrement « gauchisme-islamophile » - fragilise le combat universaliste. Donner à penser que pour mener le combat pour la liberté et la justice on peut, ne serait-ce que pour un temps, s'allier à des partenaires dont on sait qu'ils ne partagent rien sur le fond des valeurs hérités les idéaux universalistes des Lumières c'est faire fausse route et s'engager dans une impasse.

L'islamo-gauchisme se trompe de combat.

Il nous nous trompe sur ce que doivent être les combats de demain.

³ Chapitre II du document, p 25 et sq. disponible sur internet

